



# Il est grand temps que les salaires augmentent enfin !

## PSA se porte très bien

- Des ventes mondiales en constante augmentation : près de 3 millions de véhicules vendus en 2015 soit, une augmentation de 1,5% par rapport à 2014.
- Près de 600 millions de bénéficiaires au 1<sup>er</sup> semestre 2015. La direction annonce déjà de très bons résultats pour le second semestre, ils seront dévoilés le 24 février 2016.

Fin 2014, le Groupe disposait de 2,2 milliards de liquidité et avait remboursé ses 4 milliards de dette.

## NAO 2016

Lors de la 1<sup>ère</sup> réunion de négociation annuelle obligatoire, voici ce que la CGT a demandé :

### Augmentation du salaire de base :

- l'arrêt immédiat du gel des salaires accompagné par une augmentation générale des salaires de 300 € pour tous.
- Un rattrapage salarial global équivalent à l'ensemble de la perte subie sur les trois dernières années (voir plus loin).
- Un salaire minimum d'embauche de 1 700 €.

### La levée immédiate de toutes les mesures de baisse salariale du NCS :

- Le retour de la Prime Evolution Garantie pour les salariés de plus de 20 ans d'ancienneté.
- Abolition du système des compteurs et l'abandon du principe de modulation.
- Retour du paiement à 45% des heures supplémentaires au lieu de 25 %.
- Retour au barème de l'ACCAC d'avant le NCS.
- Que les avantages liés à l'ancienneté soient pris en compte entièrement pour les congés parentaux d'éducation.
- Le paiement des heures supplémentaires pour les salariés qui le souhaitent.
- La subrogation des indemnités de la Sécurité Sociale sur tous les sites du Groupe.

### Autres demandes :

- L'égalité de traitement entre les femmes et les hommes : rattrapage de salaire immédiat avec effet rétroactif pour toutes les femmes qui subissent une différence de traitement salarial.
- L'intégration de la totalité de la prime ICH (prime d'équipe) dans le salaire de base pour les salariés de Rennes.

## Rattrapage des 3 années de gel

Calcul du manque à gagner lié aux 3 dernières années de gel des salaires, sur la base de la dernière AG de 2012, soit (seulement) 33€ net :

En 2013 :	En 2014 :	En 2015 :
33x13 = 429€	66x13 = 858€	99x13 = 1287€

Une perte totale de **2574€**, la CGT demande le versement de cette somme en 2016.

## Ce sont des AG qu'il nous faut

Comme vous le savez, PSA, voudrait nous faire renoncer aux Augmentations Générales de salaires, en faveur du versement de primes annuelles qui sont loin d'atteindre les sommes perdues au titre de la suppression des AG, sur l'ensemble d'une carrière.

Exemple : le manque à gagner de 4 années de gel des salaires, cumulé sur l'ensemble de la carrière d'un salarié de 30 ans qui partirait en retraite à 62 ans est de 39 897 € !

Pour la direction, c'est donc, tout bénéfice, car cela lui permet d'engranger toujours plus de profits en distribuant toujours moins l'argent issu de notre travail.

C'est également autant de cotisations sociales en moins à verser à des organismes qui en ont pourtant grand besoin : Sécurité Sociale, Caisse de retraite, Caisse d'assurance chômage, etc.

**Pour nous, c'est autant de perte de pouvoir d'achat en retraite car les pensions seront calculées sur les salaires perçus lors des 25 meilleures années !**

# Défendre son emploi n'est pas un crime !

Le 12 janvier, le tribunal d'Amiens a condamné huit ouvriers de Goodyear à 9 mois de prison ferme pour des faits survenus au cours de la grève contre la fermeture de leur usine. Une condamnation scandaleuse contre laquelle ils ont fait appel !

## Une décision politique

C'est la première fois depuis ½ siècle que des salariés sont condamnés à aller en prison pour avoir défendu leur emploi !

Alors même qu'en fin de conflit un accord avait été trouvé, que toutes les plaintes avaient été retirées et que les dirigeants de Goodyear avaient reconnu que leur « séquestration » s'était déroulée sans violence.

C'est le Procureur de la République, représentant de l'Etat qui a décidé de poursuivre ces huit ouvriers et qui a requis la prison ferme. **Une décision politique, qui n'a rien à voir avec la justice.** M. Valls ne lui avait-il pas donné son feu vert, quelques semaines plus tôt, en traitant les salariés d'Air France de voyous ?

## 2 poids, 2 mesures

Quand le patron du Leclerc de Montbéliard séquestre des salariés dans la réserve pour échapper au contrôle de l'Inspection du Travail, aucun Procureur de la République ne demande une condamnation à la prison ferme.

Quand d'autres professions provoquent des dégâts autrement plus importants, aucun représentant du gouvernement ne porte plainte ou ne demande de prison ferme !

Quant aux voyous en cols blancs, Les Cahuzac et Thévenoud, ils sont traités avec déférence et considération, et restent dans les coulisses du pouvoir.



Combien de fois en 1936, en 1968 ou dans d'autres grèves les salariés ont été obligés d'occuper leurs usines et de séquestrer les dirigeants pour être enfin entendus, et pour faire avancer nos droits à tous ?

Aujourd'hui pour le gouvernement, il s'agit de faire un exemple. De faire peur à tous ceux qui sont tentés de relever la tête. Faire peur à ceux qui s'opposent à l'avalanche actuelle de mesures antisociales. Faire peur à ceux qui veulent défendre leurs emplois, leurs droits et leur pouvoir d'achat.

## Nous n'avons pas peur

Nous sommes des Goodyear : 150 000 personnes ont déjà signé la pétition de soutien sur internet, dont de nombreuses personnalités du monde intellectuel, politique et syndical.

**Il faut bien comprendre que c'est le monde du travail dans son ensemble qui est attaqué, et pas seulement nos collègues de Goodyear.**

Comme partout en France,

**Rassemblement pour les libertés d'actions syndicales,  
Jeudi 4 février à 16h30 devant  
la sous-préfecture de Montbéliard**